

## Migrations d'incertitudes et gestion des ressources naturelles en Afrique : cas des réfugiés de Djohong (Cameroun) et Doba (Tchad)

Salomon TAMIRA<sup>1\*</sup>, Tatiana DJIFINDA GAIWE<sup>2</sup>

<sup>1</sup>Doctorant en Sociologie, Université de Maroua, [tamshlom2016@gmail.com](mailto:tamshlom2016@gmail.com)

<sup>2</sup>Doctorante en Sociologie, Université de Maroua (Cameroun)

\*Auteur correspondant : [tamshlom2016@gmail.com](mailto:tamshlom2016@gmail.com)

Article soumis le 15/07/2019 et accepté le 15/09/2019

**Résumé :** La présente contribution est une réflexion sur le contexte d'instabilité sociopolitique actuel des Etats de l'Afrique Centrale marqué notamment par le déplacement de milliers des réfugiés et la problématique de la gestion des ressources naturelles dans leur milieu d'habitation. L'étude s'appuie sur les données primaires (documentaires) et secondaires (ethnographiques). Elle part de l'hypothèse selon laquelle, la migration des communautés centrafricaines vers des pays voisins (Cameroun et Tchad) couplée à la crise interne d'accès au pâturage et aux espaces agricoles de ces pays vient accentuer la pression sur les ressources naturelles disponibles, voire sur celles des aires protégées. La résultante d'une telle action est la production d'une société plurielle, cosmopolitique dont la mutation dans les habitudes et pratiques à la fois du côté des populations locales que des communautés des réfugiés en est caractéristique. C'est au final les nouvelles insécurités et sociabilités dans la zone d'accueil des réfugiés qu'analyse cet article.

**Mots-clés :** Communautés de réfugiés, migrations d'incertitudes et ressources naturelles.

**Abstract :** This contribution is a reflection on the current socio-political instability of Central African states marked in particular by the displacement of thousands of refugees and the problem of natural resource management in their home environment. The study is based on primary (documentary) and secondary (ethnographic) data. It assumes that the migration of Central African communities to neighbouring countries (Cameroon and Chad) coupled with the internal crisis of access to pasture and agricultural areas in these countries adds to the pressure on

TAMIRA S., et al., *Migrations d'incertitudes et gestion des ressources...*

*resources available natural areas, or even those in protected areas. The result of such action is the production of a plural, cosmopolitical society whose change in habits and practices on both the local and refugee communities is characteristic of it. In the end, this article analyses the new insecurities and sociabilities in the refugee reception area.*

**Keywords :** *refugee communities, migration of uncertainties and natural resources.*

## Introduction

Les mobilités des hommes et des biens sont une problématique vieille dans l'histoire mondiale (Gildas, 1995). En Afrique centrale, elles s'inscrivent dans une dynamique migratoire de travail et de main d'œuvre de l'époque coloniale (Dongmo, 1997) marquée par les travaux de constructions structurantes tels que la construction du Chemin de Fer Congo-Océan (CFCO) reliant pointe noire et Brazzaville (Cabot, 1965 ; Magnant, 1986). Les changements climatiques des années 70 et 80 ont engendré une autre forme de mobilités des acteurs qualifiés des déplacés environnementaux (Watang, 2016) avec parfois leur bétail en quête de pâturage et de points d'eau. On parle dans cette optique des migrants climatiques ou de migrations climatiques. Cette dynamique migratoire climatique s'accompagna alors en Afrique du déplacement des éleveurs des zones sahéliennes vers les zones soudaniennes ou forestière avec une tendance récente à la sédentarisation. Cette sédentarisation des pasteurs touche aussi le plus souvent les zones pourtant classées dans le registre d'aires protégées.

Prenant en compte deux espaces géographiques de la sous-région, à savoir le camp de Borgop dans la commune de Djohong au Cameroun et le camp de Dossey dans le Département de la Nya Pendé au Tchad, cette étude pose la problématique de la gestion des ressources naturelles sur fond d'oppositions entre communautés réfugiés et autochtones. Elle analyse surtout, dans l'espace local, les dynamiques démographiques et sécuritaires qui y ont cours avec le processus plus ou moins long de sédentarisation comme la résultante de la mobilisation humanitaire de prise en charge des réfugiés. Les mutations socio-environnementales en

cours dans des espaces de plus en plus saturés et disputés appellent à des nouveaux modes de vie et de reconversion dans d'autres activités pour assurer la survie. Mais avant d'analyser cette question, il convient d'en préciser la méthodologie.

## 1. Méthodologie de recherche

La méthodologie utilisée dans le cadre de la présente réflexion repose sur une approche qualitative avec des quantifications. C'est en gros un « *éclectisme de données* » qui abolit les frontières des affirmations péremptoires de supériorité essentielle de tel type de données sur tel autre (Sardan, 2015 : 71). Ainsi, notre analyse s'appuie d'emblée sur le corpus des données primaires constituées à partir de la recherche documentaire ; elle s'est complétée avec les données discursives et non discursives constituées à partir des enquêtes de terrain et observations. Les outils utilisés pour la collecte des données sont les entretiens libres et semi-directifs et l'observation directe. Priorisant une approche socio-anthropologique recherchant le sens « *emic* » qui relève *du registre de l'exprimé, du latent et du postulé* (Sardan, 2015 : 115-117) et « *etic* » qui renvoie à « *un discours savant* » (scientificité) et aux « *données non discursives observées* » (observabilité) (Sardan, 2015 : 124), le recours à l'analyse thématique de contenu et la triangulation est utilisé pour le traitement des données de terrain ainsi constituées et de leur interprétation analytique.

Nous avons constitué un échantillon aléatoire de 60 ménages. Soit quarante ménages de réfugiés centrafricains au Cameroun dans le site de Djohong, et de 20 ménages au Tchad ; soit 10 ménages de réfugiés centrafricains et 10 ménages de retournés tchadiens sur le site de Goré de Dossey.

Les critères qui ont été retenus pour la sélection de nos informateurs sont entre autres liés à la profession (agriculteurs et éleveurs pour la plupart), à l'ancienneté dans le milieu (autochtone/allogène) et à la dynamique migratoire (réfugiés et retournés). Il s'agit pour l'ensemble des adultes venus seuls ou avec leur famille.

## **2. Résultats**

### **2.1. Vie et survie des migrants dans les zones agropastorales**

La migration des réfugiés centrafricains et retournés tchadiens s'origine dans la crise sociopolitique qui a secoué la RCA et qui continue de la secouer encore aujourd'hui. Deux moments sont identifiés pour expliquer la présence des réfugiés centrafricains dans les régions du Cameroun et celles du Tchad. Le premier qui implique à la fois les réfugiés centrafricains et retournés tchadiens comprend la période 2013-2014 ; il est la résultante de la crise sociopolitique centrafricaine (Chauvin, 2018) ayant perturbé le vivre-ensemble des populations civiles. Le deuxième moment qui ne concerne que les réfugiés centrafricains datent de 2017 (REACH, 2018 : 2). Il résulte des affrontements du 26 décembre 2017 au nord de Paoua (RCA), opposant des groupes armés, à savoir le Mouvement Patriotique pour la Centrafrique (MPC), ancien membre de la rébellion Séléka, au groupe Révolution et Justice (RJ) (UNHCR, 2018 : 2) ; les conséquences directes de ces affrontements sont des exactions commises sur la population civile et un afflux des réfugiés centrafricains vers le Cameroun et le Tchad.

#### **2.1.1. Les éleveurs réfugiés autour et dans les aires protégées de Djohong**

Dans le contexte de la commune de Djohong située dans la région de l'Adamaoua, la communauté des réfugiés centrafricains est dominée dans sa majorité par les pasteurs peuhls. Venus à Djohong avec leur bétail, les 140 000 réfugiés centrafricains installés en 2014 dans le camp de Borgop (INS, 2015 : 50) disputent les ressources naturelles avec les locaux. Cette pression sur les ressources naturelles exercée par les réfugiés tendrait à se maintenir, car d'après les rapports de mission de l'ONG française Première Urgence Internationale (PUI), 90% de ces réfugiés ne souhaitent pas rentrer dans leur pays d'origine même si la situation

sociopolitique venait à se stabiliser (PUI, 2015 :47). S'il faut émettre une réserve concernant les résultats de cette étude sur la volonté de la sédentarisation à long terme manifestée par les réfugiés centrafricains, car demain cela peut changer suivant l'évolution sociopolitique et temporelle du contexte, il faut cependant admettre qu'elle expose là une importante problématique sur l'intégration de cette communauté dans le milieu d'accueil. Ces migrations spontanées, du moins subies, entraînent alors à la fois des mutations socio-environnementales dans la localité d'habitation de Djohong aussi bien que dans les zones pourtant protégées.

Si avec la raréfaction des ressources qui trouve son origine dans un processus de changement climatique enclenché depuis les années 1970-80, les alentours des parcs deviennent des espaces privilégiés de pâturage et de transhumance de bétail (Ganota, 2016 :77), l'on observe aussi parfois une pénétration de troupeaux dans les domaines des aires protégées. Cette pénétration se fait soit en passant de façon dérobée au travers des failles qui existent dans le système de protection mis en place, ou soit en monnayant l'accès par l'instauration d'un « système rentier clientéliste » comme c'est le cas du PNVM dans la commune de Djohong. En effet, ce que nous entendons par *système clientéliste rentier* est pour l'ensemble un négoce, une combine de personnels du parc qui vendent les ressources en pâturage dudit parc aux éleveurs en leur y autorisant l'accès.

### **2.1.2. Les réfugiés dans le bassin pétrolier de Doba**

Au Tchad, entre 2017 et 2018, on dénombre 21 448 réfugiés enregistrés dont 5 852 installés dans les camps de Doholo, Dosseye, Amboko et Gondje et les autres installés dans 44 villages d'accueil sur les axes de Békan, Oudoumian et dans les villages de Moissala, ceci avec le soutien permanent des autorités (UNCHR, PAM, 2018 : 2). D'autre part, au sud du Tchad, la communauté des réfugiés s'installe à Goré, dans le département de la Nya-Pendé, dans le bassin pétrolier de Doba.

En date du 28 février 2018, le Tchad compte 438 695 réfugiés dont 327 454 soudanais, 101 426 centrafricains et 9 540 nigériens (UNCHR, PAM, 2018 : 5). En juin de la même année, le nombre des réfugiés centrafricains est passé à 103 396, et représente 23,1% de la population réfugiée présente au Tchad ; celui des réfugiés soudanais à l'Est du pays est passé à 331 918, soit 73% de la population réfugiée présente au Tchad. Les nigériens dans la région du Lac représentent 2,3% avec 10 304 personnes (UNCHR, 2018 : 1). Le Tchad est considéré à ce titre comme un pays d'accueil des réfugiés.

Lors des mouvements de 2013-2014, les régions du sud du Tchad accueillent environ 100 000 réfugiés centrafricains et 45 000 retournés tchadiens ayant fui le conflit en RCA depuis 2013 (REACH, 2018 : 7). Ces réfugiés et retournés sont éparpillés dans les régions du sud du Tchad. En juin 2018, le PAM et le HCR dénombraient 60 villages d'accueil (REACH, 2018 : 7). Des camps furent alors dressés pour leur accueil. Des ONG, humanitaires et organisations des Nations Unies (UN), notamment le PAM et le HCR se sont aussi hâtés pour leur prise en charge. Même si cette mobilisation humanitaire reste dans le fonds complexe et critiquable (Monbé, 2017 : 159-161). car elle pose souvent le problème de « *la (mé) gestion des ONG* » (Gionvani et al., 2004 :130), les mesures d'urgence et de prise en charge des réfugiés qu'elle a ainsi initiées entraînent une autre forme de migration de travail.

La tendance est à la pratique d'une forte activité agricole comme principale source de revenus. On se trouve dans le cas de réfugiés et retournés agriculteurs dans un contexte où ils sont *étrangers* (donc ne possédant pas de parcelles) et où les terres se raréfient déjà considérablement du fait d'autres types de migrations liées à l'activité pétrolière. Les conflits d'accès aux ressources naturelles tournent autour de bois de chauffe, de l'eau, mais surtout du foncier ou de la terre agricole.

Cependant, au Tchad comme au Cameroun, cette considération de pays d'accueil des réfugiés révèle dans les faits une situation très contrastée et complexe des communautés réfugiées.

## 2.2. Mutations socio-environnementales

La présence de réfugiés centrafricains dans les zones de Djohong au Cameroun (Djifinda, 2017) et Goré au Tchad (Monbé, 2017) a induit des mutations socio-environnementales de deux côtés – c'est-à-dire du côté des locaux que des réfugiés – autant qu'elle a impulsé une dynamique cosmopolitique. Si en général, les identités et les pratiques sociales des différents acteurs tendent à se recomposer (Rigoni, 2001 : 19) lorsqu'il s'agit de la diaspora des exilés ou réfugiés, les trajectoires migratoires d'incertitudes aussi sont une étape qui interpelle la solidarité d'un groupe social donné (Motaze, 1998 :39), surtout dans le cadre d'une migration subie. La conscience ou la « *mémoire migrante* » procède d'un marquage socio-culturel du milieu de vie qui est simplement une configuration territoriale d'un « *espace construit où interfèrent religions, stratégies d'acteurs, récits de vies, biographies actives, etc.* » (Motaze, 2013 : 10). Prise en charge par les humanitaires, cette migration exprime alors un repli identitaire et une socialisation ethno-régionale dirigés.

En outre, parce que pris en charge par les humanitaires (PAM, HCR, ACRA, etc.), les communautés réfugiés sont perçues par les populations autochtones comme des « riches ». La conséquence d'une telle perception est la hausse de prix des articles vendus aux réfugiés réels ou supposés. Aussi, la prise en charge humanitaire des réfugiés entraîne à la fois une jalousie et une convoitise du côté des populations autochtones. Jalousie d'une part, parce les communautés autochtones considèrent que les réfugiés ont « tout à leur disposition » alors qu'ils ne font rien. La hausse des prix des articles vendus aux réfugiés déjà cité obéit à une telle logique. D'autre part convoitise, car cette situation perçue d'aisée par les populations autochtones induit chez elles de stratégies de captation des ressources disponibles dans les camps de réfugiés. Ainsi, dans le camp de Dossey au sud du Tchad par exemple, avec

la complicité des responsables de camps et des ONG, qui sont pour l'ensemble des tchadiens, certains autochtones réussissent à détenir des cartes de réfugiés, ce qui leur permet de jouir de mêmes prérogatives (dons en natures, distribution des vivres, argent, etc.). S'il n'existe aucune statistique fiable sur les « faux réfugiés », leur existence participe à rendre la prise en charge des réfugiés encore plus complexe. Le recensement biométrique initié en fin 2016, et en cours actuellement permet de contrôler en partie les identités.

### 2.2.1. Mutations socio-environnementales

Le déplacement d'un lieu de vie à un autre, quelle que soit sa nature, entraîne toujours un ajustement de comportements, soit volontairement (consciemment), ou soit involontairement (inconsciemment). S'il s'agit encore d'un déplacement contraint comme c'est le cas des réfugiés centrafricains, les ajustements sociaux –qui peuvent aussi traduire des désajustements sociaux– sont de nature brusque et violente, car ils interviennent sans que les individus ne soient ni préparés à cela, ni même qu'ils en aient le choix. Si au début de la crise centrafricaine ayant entraîné l'arrivée massive des réfugiés centrafricains, notamment des éleveurs, la taille des bovins recensés dans la commune de Mbéré a augmenté (tableau n°1), la durée sur le site et les problèmes que cela a généré a entraîné au niveau des réfugiés une baisse de l'activité pastorale, voire son abandon par certains ménages.

**Tableau 1. Evolution des effectifs bovins sur les communes de Mbéré de janvier 2014 à janvier 2015**

Localité	Effectif janvier 2014	Effectif janvier 2015	Evolution en %
Meiganga	68 550	71 212	3,9%
Dir	70 520	72 775	3,2%
Djohong	45 319	35 459	-21,8%
Ngaoui	22 711	36 095	58,9%
Total	207 100	215 540	4,1%

Source : Rapport SAMNE, 2015, p : 28.



La migration subie entraîne aussi des mutations subies. Les entretiens réalisés avec les réfugiés du site de Borgop révèlent que ceux-ci cumulent à leur arrivée 1 390 têtes de bovins contre seulement aujourd'hui 268 têtes ; soit une perte de 1 122 têtes. Trois principales raisons, à savoir la diminution de pâturage, la maladie bovine et l'insécurité ou le vol de bétail tiennent lieu d'explication à cette baisse de l'activité pastorale au sein des communautés des réfugiés. Le tableau ci-dessous (n°2) nous renseigne sur les raisons majeures de cette diminution infernale du troupeau.

**Tableau 2. Récapitulatif des raisons de la diminution de l'activité pastorale (bovine) chez les réfugiés centrafricains de la commune**

<b>Raisons de la diminution du bétail</b>	<b>Effectifs</b>	<b>Pourcentage (%)</b>
Manque de pâturage	21	52,5
Maladie bovine	7	17,5
Insécurité ou vol de bétail	12	30
Total	40	100

Source : Enquête de terrain, 2018

Il ressort de ce tableau que plus de la moitié (52,5%) des réfugiés centrafricains éleveurs justifient la diminution de la taille de leur bétail par le manque de pâturage. Les dynamiques de populations (augmentation démographique et pression foncière) entraînent une diminution, voire une raréfaction des ressources naturelles. Les rares qui sont disponibles (aires protégées y comprises), ouvrent la voie à la fois à une compétition entre les acteurs et l'instauration d'un système rentier monétisant l'accès aux ressources du parc entretenu par le personnel.

A côté de la raréfaction du pâturage, l'insécurité et le vol de bétail viennent en deuxième position dans les raisons justificatives de la diminution de l'élevage. Le phénomène de vente d'illécite d'armes et de coupeurs de route (Saïbou, 2010 :192-194) de prise d'otage et de rapt d'animaux ou vol de bétail (Tchotsoua et

Gonné, 2009 : 8 ; Kossoumna, 2012 :117-132 ; Domo, 2014 : 83-87), voire de *kidnapping* (Gonné, 2014 : 83-113) de ces dernières années tend à instaurer une « culture du vol » (Domo, 2014 : 83) dans l'Adamaoua et le Septentrion camerounais. Les éleveurs Peulhs et Mbororo, à cause de leur système de thésaurisation de l'argent dans les campements ou sur eux, sont désormais devenus les cibles préférées de ces bandits *zaraguina* qui opèrent par-delà des frontières. La proximité géographique avec la Centrafrique qui connaît actuellement une instabilité socio-politique et la résurgence des attaques terroristes de la secte Boko Haram née au Nigéria (Saïbou et al., 2014 : 7-11) affectent les principales activités économiques des régions camerounaises frontalières. Dans une région telle que l'Adamaoua réputée terre d'élevage où se trouve la commune de Djohong, la résultante des incursions de Boko Haram et d'une politique ou économie insurrectionnelle est une insécurité larvée rendant désormais le vol de bétail régulier. Si pour les pasteurs locaux, les travaux ont montré que, du fait de cette insécurité larvée, il y a un itinéraire migratoire qui part de la vallée de Mbéré (donc Djohong y compris) vers la Vina (Ngaoundéré) relativement stable (Tchotsoua et Goné, 2009 : 8), les réfugiés centrafricains sont fixés dans les camps sur place. La vente du bétail et l'abandon de l'activité pastorale chez ces derniers sont en partie la résultante de cette insécurité.

En dernière position, il y a les menaces d'épidémies et de maladie bovine qui parfois déciment les troupeaux. Ces raisons influent sur la taille du bétail dont la vente devient alors une stratégie anticipatrice ou de gestion de la maladie imminente. Les tableaux ci-dessous (n°3 et 4) nous montrent la variation de l'effectif de bétail d'arrivée à Djohong et la taille actuelle sur le site. D'autres raisons, et non les moindres, peuvent aussi s'adjoindre à celles susmentionnées. En effet, installés trois (03) mois avant que n'intervienne le Haut Conseil des Réfugiés (HCR) dans leur prise en charge, les réfugiés ont aussi parfois vendu quelques têtes pour supporter les charges d'alimentation, de santé, voire d'habitation, car ils ont construit des tentes dont les matériaux nécessitent des moyens financiers. De même, lorsque les camps furent dressés par

le HCR pour l'accueil des réfugiés, il est malaisé d'y faire tenir un élevage bovin. La vente ou le « confiage » du troupeau à un autochtone devient donc une contrainte.

**Tableau 3. Taille du troupeau des ménages réfugiés à l'arrivée dans la commune**

Intervalle de la taille du bétail	Effectif des ménages	Pourcentage (%)
0 à 29	22	55
30 à 59	14	35
59 à 100	4	10
Total	40	100

Source : Enquête de terrain, 2018

Les deux tableaux (n° 3 et 4) contrastent énormément la réalité pastorale des réfugiés : avec une taille atteignant jusqu'à cent(100) têtes de bêtes à l'arrivée des réfugiés (tableau n°3), aujourd'hui 35% (tableau n°4) des ménages de réfugiés interrogés ne disposent même pas d'une seule tête. Pour ceux-là, il s'agit de l'abandon pur et simple de l'activité pastorale qu'une diminution de la taille du troupeau. La taille moyenne varie entre 10 et 11 têtes.

**Tableau 4. Taille actuelle du troupeau des ménages réfugiés dans la commune**

Intervalle de la taille	Effectif de ménages	Pourcentage (%)
0	14	35
1 à 9	11	27,5
10 à 19	10	25
20 à 29	5	12,5
<b>Total</b>	40	100

Source : Enquête de terrain, 2018

Plus de la moitié des ménages interrogés (25) dispose moins de 10 têtes de bovins. Ce qui représente un taux de 62,5%. Seulement 5 ménages réfugiés (12,5%) sur les 40 interrogés dans la commune

de Djohong (Camp de Borgop) disposent de plus de 20 têtes de bovins.

### **2.2.2. L'impact de la présence des réfugiés sur les ressources naturelles**

La présentation des différentes raisons d'abandon de l'activité pastorale induit une double interprétation. D'une part, l'élevage des réfugiés est de nature à diminuer contrairement au discours simpliste en vogue dans la bouche des autorités et autochtones qui est de nature à incriminer l'élevage des réfugiés comme le principal responsable de la dégradation de l'environnement et de la violation des domaines du parc. Nous ne nions pas systématiquement cette influence ; nous pensons surtout qu'il faut nuancer les propos, les relativiser. D'autre part, les réfugiés s'installant durablement sur le lieu (perdant ainsi leur statut juridique de réfugié), disputent désormais les ressources naturelles disponibles avec les populations locales. Ce qui accélère la pression sur ces ressources.

La présence des réfugiés a ouvert la voie à un ensemble de stratégies des « gens d'ici » consistant à accentuer la pression sur les ressources du parc tout en adoptant une « attitude indiscriminatoire » tendant à trouver chez les « gens d'ailleurs » les principaux responsables. Cette attitude exprime donc une construction imagée des migrations dans l'imaginaire collectif distinguant les « gens d'ici » des « gens d'ailleurs » (Quiminal, 1991 : 2-50). La pratique de la chasse ou du braconnage parfois attribuée trop hâtivement aux actions des réfugiés centrafricains, majoritairement musulmans, suscite d'interrogations quand on sait que les ethno-méthodes de ces derniers ne leur prédisposent pas anthropologiquement à priser les animaux de brousse dans leurs habitudes alimentaires. Ils ne font pas non plus de la chasse une activité commerciale. En effet, les 140 000 réfugiés du site de Borgop exercent une forte pression sur la végétation du parc d'où ils tirent l'essentiel des ressources en matériaux pour les constructions de leurs abris.

### **2.3. La nouvelle question de sources de revenus dans les villages d'accueil et les camps/sites**

Les résultats de l'étude réalisée au Tchad en 2018 dans les milieux d'accueil par le REACH déjà cités indiquent que les intentions des réfugiés centrafricains et retournés tchadiens sont de rester dans leur milieu d'accueil, même si la crise venait à être gérée. Ainsi, pour les premiers, c'est-à-dire les réfugiés centrafricains, ce sont 77% qui souhaitent rester dans leur milieu d'accueil contre 89% pour les seconds entendus retournés tchadiens (REACH, 2018 : 13). Cette intention, voire cette *volonté intégratrice* se traduit chez ces deux catégories par la pratique d'une agriculture durable de plus en plus en expansion. Il convient donc de mettre en exergue la présence des réfugiés centrafricains et retournés tchadiens en rapport avec l'agriculture, mais globalement avec les principales activités génératrices de revenus. La lecture du tableau ci-dessous (tableau n° 5) indique que la principale source de revenus, à la fois pour les réfugiés centrafricains, retournés tchadiens que pour les populations hôtes est l'agriculture. Celle-ci se situe au-delà de la moyenne et représente plus de 80% de sources de revenus. Son expansion est la principale source qui attise et cristallise les conflits d'accès aux ressources naturelles, notamment foncières entre communauté autochtone et migrants ou retournés.

Par ailleurs, si l'on constate aujourd'hui qu'il y a une prolifération des ONG de prises en charge de réfugiés dans les régions du Cameroun et du Tchad et dont les principales sont le HCR et le PAM, il faut noter surtout que l'assistance humanitaire vient en deuxième position (33%) loin derrière l'agriculture (86%) et talonnée par la vente et le commerce (28%) pour ce qui est du Tchad.

**Tableau 5. Sources principales de revenus**

Sources de revenus	Catégories sociales concernées		
	Réfugiés	Retournés	Hôtes
Agriculture	86%	81%	99%
Artisanat	7%	2%	12%
Assistance humanitaire	33%	17%	10%
Elevage	10%	27%	46%
Forêt (cueillette)	11%	10%	16%
Maçonnerie	19%	23%	14%
Pêche	5%	10%	14%
Salarié/ Administration	1%	0%	1%
Vente et commerce	28%	40%	50%

Source : base des données REACH, 2018, p : 15.

## 2.4. Insécurité au départ, insécurité à l'arrivée : les péripéties des migrations d'incertitudes

Si la situation d'insécurité est la cause du déplacement des milliers de centrafricains et retournés tchadiens vers le Cameroun et le Tchad, la vie dans les milieux d'accueil de ces pays ou les camps/sites ne met pourtant pas ces communautés à l'abri des exactions. Il existe dans les milieux d'accueil d'autres formes d'insécurité dont les réfugiés sont d'une part victimes, et d'autre part acteurs, même si la tendance en termes d'insécurité physique et matérielle leur consacre d'emblée victimes.

Les questions sécuritaires que soulève la présence des réfugiés au sud du Tchad peuvent être résumées aux points suivants : extorsions des biens (50%), pillage et vol (32%), viol (8%). Par contre, pour les retournés, il y a aussi la question de violence physique et de tuerie (REACH, 2018 : 23-24).

Dans le cadre de la commune de Djohong, l'insécurité, et nous l'avons soulignée, implique la diminution, voire l'abandon de l'activité pastorale. La question des réfugiés centrafricains dans la région de l'Adamaoua soulève ici une interrogation sur la

problématique des minorités (Gwoda, 2010 : 55-70; Kossoumna, 2012 :48-55) au Cameroun. Au-delà de son aspect local, c'est d'abord une question politique, sinon géopolitique qui se situe à l'intersection du statut juridique national et de l'assistance humanitaire internationale.

## 2.5. Dynamiques cosmopolitiques

A ce stade, la variable réfugiée devient alors pour nous une dynamique d'analyse sociologique cosmopolitique (Beck : 2004, 26). Cette *cosmopolitisation* de la réalité sociale elle-même tient de deux faits majeurs. D'une part, la présence des réfugiés s'est accompagnée d'une prolifération des ONG et institutions humanitaires dans le département de la Nya-Pendé (Goré) comme nous l'avons indiqué ci-haut. Il faut noter qu'à l'observation, depuis le début de la crise centrafricaine avec son corollaire de réfugiés et retournés jusqu'à 2018, le nombre des locaux et sièges des ONG et institutions humanitaires a considérablement augmenté. S'il n'y a pas des données statistiques fiables, l'on sait néanmoins par observation sociologique que la plupart d'entre elles, sont arrivées au même moment que les réfugiés. En tant que mesure d'urgence et de prise en charge des réfugiés, l'implantation de certaines ONG a même été incitée par cette présence desdits réfugiés. Ainsi, partant de l'«ONGisation» (Giovani et al., 2004 :26) de la localité de Goré, différentes nationalités (nationaux et internationaux) configurent la réalité locale de Goré.

D'autre part, cette présence des ONG de prise en charge de réfugiés, à cause des possibilités d'emploi qu'elles ouvrent a entraîné une migration de travail sur le site. Ceci explique la présence de centaines des diplômés demandeurs d'emploi. De même, ceux qui ont réussi à avoir un Contrat à Durée Déterminée (CDD) ou de prestations journalières, préfèrent rester sur place une fois le contrat fini pour en chercher un autre. L'on voit aussi émerger une dynamique conflictuelle entre les ONG de prise en charge des réfugiés et locaux demandeurs d'emploi. Cette situation est liée à la frustration de sous-emploi de milliers de

diplômés locaux ayant l'impression d'être déclassés sur le marché de l'emploi au détriment des « autres »<sup>1</sup>.

La combinaison de ces aspects inscrit la région pétrolière (notamment, le département de la Nya-Pendé) dans une dynamique de mutation socio-environnementale importante qui sera de nature à s'accroître avec l'ouverture des nouveaux camps et l'installation des sièges de nouvelles ONG. Une tendance migratoire contraire s'observe finalement dans ladite région où jusqu'ici, le mouvement se fait des départements et zones périphériques, voire des pays voisins (Magrin, 2001 : 323-327; Hoinathy : 2013, 154-159) vers les champs pétroliers de Komé (Madjigoto, 2007, 158-172; Abakar et Gonné, 2016 : 151-171). Elle part des centres pétroliers (Komé) vers la périphérie (Goré). Des migrations de commerce aussi s'enregistrent. Goré devient une bourgade où s'alimente un réseau commercial mu et défini par les besoins locaux qui, telle une rivière, prend la couleur du milieu traversé.

Par ailleurs, dans le contexte de Djohong, la cosmopolitisation est assez faible comparativement au contexte de Goré. Mais elle reste toute aussi importante. Elle se marque par la rencontre des réfugiés centrafricains, peulhs et dans l'ensemble éleveurs avec les locaux à la fois agriculteurs (Gbaya) et éleveurs (Mbororo, peulhs). Malgré que les réfugiés centrafricains présents à Djohong, - peulhs et éleveurs dans la majorité -, semblent avoir plus de ressemblances socio-culturelles avec les locaux que ceux de Goré, ils sont aussi plus exposés ici à des tensions et conflits qu'à Goré. Ceci est lié à une double réalité sociologique.

D'abord, parce que la région de l'Adamaoua est réputée une zone d'élevage (Boutrais, 1993 : 32-40 ; 2001 : 43-61; Doufissa, 1993, 151-154); c'est-à-dire qu'elle a sa propre tradition

---

<sup>1</sup> Dans le Département de Monts de Lam (Baïbakoum) situé dans la région pétrolière de Doba (Logone oriental), les locaux diplômés sans emploi s'en prennent à certaines ONG installées dans leur milieu qui ne leur emploient pas suffisamment assez estiment-ils. Journal de 19h de la Radio FM Liberté du 22 mars 2019.



d'élevage dont la crise actuelle des ressources naturelles oblige à une mutation (Kossoumna, 2012 : 64-68) pour s'adapter. Ainsi, les réfugiés centrafricains deviennent concurrents pour l'accès à des ressources naturelles qui sont même déjà insuffisantes pour l'élevage national de plus en plus en expansion (Kossoumna, 2012 : 101-115). D'autre part, les réfugiés centrafricains éleveurs (constitués majoritairement de Mbororo et peulhs), à cause de leur instabilité et de la précarité de leur vie sont victimes de plusieurs coups montés. Ils deviennent les cibles de voleurs de bétails (AIDSPC, 2015, Kossoumna, 2012: 117-152 ) qui ont désormais bâti une économie de prédation et de razzia par-delà des frontières (Saïbou, 2010 : 252-254). Les exactions dont sont victimes les éleveurs centrafricains, mais globalement tous les pasteurs qui vivent dans la région et dans ses alentours restent parfois impunies du fait de la complicité des autorités locales, notamment lamidales du Nord-Cameroun que l'historien Saïbou Issa qualifie de « *lamiido prédateur* » en opposition au « *lamiido protecteur* » (Saïbou, 1998 :67) qui est la figure de la justice et de l'équité. A ce niveau, le cosmopolitisme tel que le pense Adder Abel Gwoda dans la compréhension des questions de minorités au Cameroun (Gwoda, 2010 : 55-70) devient une matrice analytique indispensable.

## Conclusion

En définitive, il s'est agi dans cette réflexion d'une interrogation sur les incidences de l'insécurité sous régionale sur les ressources naturelles disponibles. Le travail s'est voulu une analyse située à l'intersection de la sociologie rurale et de la sociologie environnementale aux relents cosmopolitiques.

Il aboutit aux résultats majeurs suivants : d'abord, les mobilités actuelles des populations centrafricaines dans les pays voisins de la sous-région, notamment du Cameroun et du Tchad s'accompagnent d'autres formes d'insécurité dans les sites d'arrivée liées notamment à la compétition d'accès aux ressources naturelles mais aussi au phénomène de kidnapping et vol de bétail accentués ces dernières années avec la recrudescence des

attaques terroristes de la secte Boko Haram. Aussi, les activités de départ de la plupart des réfugiés tendent à changer avec une préférence pour l'agriculture dans des espaces ruraux pourtant fortement saturés déjà comme au Tchad dans la zone pétrolière et au Cameroun par l'avènement des aires protégées. Il en résulte une *agriculturation* des activités des réfugiés centrafricains à la fois au Cameroun comme au Tchad qui influe sur la variation du prix des denrées sur les marchés locaux.

Ensuite, l'interventionnisme humanitaire de prise en charge entraîne une *cosmopolitisation* de ces espaces avec une ruée des demandeurs d'emploi changeant ainsi l'itinéraire de mobilités qu'il y a jusqu'ici dans la zone pétrolière au Tchad consistant à partir des zones périphériques vers le site pétrolier avec un sens contraire qui part du centre vers la périphérie. Les désillusions des demandeurs d'emploi produisent une tension entre ces derniers et les ONG positionnées localement et intervenant dans le domaine de prise en charge des réfugiés.

Enfin, (finalement), la tendance dans les deux cas de figure, au-delà du fait que le sentiment immédiat d'un nombre important de réfugiés est de ne pas retourner chez eux même si la situation venait à se calmer, est à une *agriculturation* de l'activité comme nous l'avons indiquée entendue le primat de la pratique de l'agriculture comme principale activité génératrice de revenus pour les réfugiés. Cette forte *agriculturation* dont l'objectif est d'offrir des revenus aux réfugiés produit pour le contexte tchadien un effet pervers négatif : la forte pratique agricole fait tomber les prix des denrées, du fait de l'abondance des produits agricoles. Au Cameroun, elle de nature à affecter les ressources du parc national de la vallée du Mbéré. Au final, dans le contexte sous-régional actuel marqué par l'instabilité et l'insécurité larvée, la variable réfugiée inscrit désormais les deux espaces camerounais (Djohong) et tchadien (Nya-Pendé) concernés par cette étude dans un nouveau rapport de gestion et d'utilisation des ressources naturelles déjà soumis sous forte pression du fait de la restriction

TAMIRA S., et al., *Migrations d'incertitudes et gestion des ressources... des aires protégées pour le premier et de l'exploitation pétrolière pour le second.*

## Références bibliographiques

Abakar, A. O. & Gonné, B. (2016). « Projet pétrolier et immigration dans un espace rural : le cas de Komé dans la plaine du Doba (sud du Tchad) », in Bernard Gonné et Bring (éds), *Climat et ruralité en zones soudaniennes et sahéliennes du Cameroun et du Tchad*, Paris, L'Harmattan, pp : 151-171.

Association pour l'Intégration et le Développement Social des Peulhs de Centrafrique (AIDSPC). (2015). *Les Peulhs Mbororo de la Centrafrique : une communauté qui souffre*, Juin.

Beck, U. (2004). *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*, Paris, Flammarion-Aubier.

Boutrais, J. (1993). *Peuples et cultures de l'Adamaoua*, Paris, ORSTOM.

Boutrais, J. (2001). « Un lieu pastoral historique en Adamaoua : le *lahoré* de la Vina », in *Ngaoundéré-Anthropos, Revue des Sciences Sociales*, Université de Ngaoundéré, Vol.6, pp : 43-61.

Cabot, J. (1965). *Le bassin du Moyen Logone*, Paris, ORSTOM.

Chauvin, E. (2018). *La guerre en Centrafrique à l'ombre du Tchad. Une escalade conflictuelle régionale*, Agence Française de Développement (AFD), 2018.

Djifinda, G. T. (2017). « Logiques des aires protégées et activités socio-économiques des populations riveraines du Parc National de la Vallée du Mbéré (Nord-Cameroun) », Mémoire de Master-Recherche en Sociologie, spécialité Sociologie de population et développement, Université de Ngaoundéré.

Domo, J. (2010). *Les relations entre frontaliers Cameroun-Tchad*, Paris, L'Harmattan.

Douffissa, A. (1993). *L'élevage bovin dans le Mbéré (Adamaoua Camerounais)*, Paris, ORSTOM, 1993, préface de Jean Boutrais.

Ganota, B. (2016). « Variabilités climatiques et effets socio-environnementaux des migrations transfrontalières des éleveurs dans les parcs du Faro, de la Bénoué et de Bouba-Ndjida (Nord-Cameroun) », in Gonné, B. et Bring (éds), *Climat et ruralité en zones soudaniennes et sahéliennes du Cameroun et du Tchad*, Paris, L'Harmattan, pp : 77-90.

Gildas, S. (1995). *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, Paris, PUF.

Giovannoni, M. & al. (2004). « Agir à la place –et en dépit- de l'Etat : ONG et associations de la société civile à Kinshasa », in Trefon, T. (sous la dir.), *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Sérié, n°61-62, Paris, L'Harmattan, pp : 119-134.

Gonné, B. (2014), « Kidnappings, crise du secteur touristique et ralentissement de l'aide au développement », in Saïbou, I. et al., «Les effets économiques et sociaux des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun», *Kalioa, Revue Pluridisciplinaire de l'Ecole Normale Supérieure de Maroua, Série Lettres et Sciences Humaines*, Université de Maroua, Volume spécial, pp :83-113.

Gwoda, A.A. (2010). « Le cosmopolitisme et la question des minorités ethniques », in *Kalioa, Revue interdisciplinaire de l'Ecole Normale Supérieure de Maroua (Cameroun), Série Lettres et Sciences Humaines*, Vol.2, N°3, mars 2010, pp : 55-70.

Hoinathy, R. (2013). *Pétrole et changement social au Tchad. Rente pétrolière et monétisation des relations économiques et sociales dans la zone pétrolière de Doba*, Paris, L'Harmattan.

Institut National de la Statistique (INS). (2015). *Annuaire Statistique du Cameroun, Rapport*.

Kossoumna, L. N. (2012). *Les éleveurs Mbororo du Nord-Cameroun. Un élevage et une vie en mutation*, Paris, L'Harmattan.

Kossoumna, L. N. (2016). « Stratégies endogènes d'adaptation des éleveurs Mbororo du Nord-Cameroun face aux crises climatiques actuelles », in Bernard Gonné, B. & Bring (éds). *Climat et ruralité en zones soudaniennes et sahéliennes du Cameroun et du Tchad*, Paris, L'Harmattan, pp : 191-215.

Madjigoto, R. (2007). « Evolution socio-économique et environnementale de la région pétrolière du Logone oriental », Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Paris1.

Magnant, J-P. (1989). *La terre sara, terre tchadienne*, Paris, L'Harmattan.

Magrin, G. (2001). *Le sud du Tchad en mutation. Des champs de coton aux sirènes de l'or noir*, Paris, Sépia.

Monbé, N. E. (2017). « Dynamiques sociales et intégration des réfugiés centrafricains : cas du camp de Dosseye », Mémoire de Master-Recherche en Sociologie, spécialité Sociologie de population et développement, Université de Ngaoundéré.

Motaze, A. (1998). « Migrations et reproduction des rapports sociaux dans le système lamidal du Nord-Cameroun : esquisse sur les formes migratoires d'incertitude », in *Les Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, Université de Ngaoundéré*, Vol. III, pp : 39-61.

Motaze, A. (2013). « Mémoire migrante et construction territoriale », in *Les Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines, Université de Ngaoundéré*, Vol. XIV, pp : 9-22.

Première Urgence Internationale (PUI). (2015). Rapport d'évaluation Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle & Moyens d'Existence (SANME), Département du Mbéré, Région de l'Adamaoua, Cameroun, Février.

Quiminal, C. (1991). *Gens d'ici, gens d'ailleurs*, Paris, Bourgois.

Rigoni, I. (2001). *Mobilisations et enjeux des migrations de Turquie en Europe de l'Ouest*, Paris, L'Harmattan.

Saïbou, I. (1998). « Lamiido et sécurité dans le Nord-Cameroun », in *Les Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines*, Université de Ngaoundéré, Vol.III, pp : 62-76.

Saïbou, I. & al. (2014). « Les effets économiques et sociaux des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun », in *Kalioa, Revue Pluridisciplinaire de l'Ecole Normale Supérieure de Maroua, Série Lettres et Sciences Humaines*, Université de Maroua, Volume spécial.

Saïbou, I. (2010). *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala.

Sardan (de), J-P.O. (2008). *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-La-Neuve, Academia Bruylant.

Tchotsoua, M. & Gonné, B. (2009). « Des crises socio-économiques aux crises environnementales sur les hautes terres de l'Adamaoua, Cameroun », Actes de colloques « Savanes africaines en développement : innover pour durer », Avril, Garoua, Cameroun, pp : 1-9.

UNHCR, (2018). Chad. Factsheet, juin.

UNHCR, PAM. (2018). « Une mission ECHO à Goré pour évaluer l'urgence liée à l'arrivée de nouveaux réfugiés centrafricains », Note de la mission du 12 au 15 mars.